

Livni contre une ingérence européenne dans le processus de paix

Publicité

Mardi 2 décembre, 14h39



La ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni affiche son hostilité à toute intervention européenne visant à amener l'Etat juif et les Palestiniens à conclure un accord de paix.

En visite à Bruxelles mardi, Livni a invité les parlementaires européens à se borner à soutenir le processus de négociations lancé il y a un an à la conférence de paix d'Annapolis sous l'égide des Etats-Unis.

Lors de cette réunion le Premier ministre israélien Ehud Olmert, aujourd'hui démissionnaire, et le président palestinien Mahmoud Abbas avaient promis à George Bush de conclure un accord de paix avant son départ de la Maison blanche, le mois prochain.

Mais les négociations pour un règlement final se sont avérées laborieuses et ni Israël, ni les dirigeants palestiniens ni les Etats-Unis ne pensent aujourd'hui que cette échéance est tenable.

"Même si cela prend plus de temps, nous n'avons pas besoin que la communauté internationale intervienne avec des propositions de compromis. L'impatience de la communauté internationale peut conduire à un échec que personne ne peut se permettre", a souligné Livni.

Livni, qui espère succéder à Olmert lors des élections législatives anticipées prévues en février en Israël, a ajouté que les deux parties n'avaient besoin que du soutien et non pas des propres idées de la communauté internationale.

D'une manière générale, les Israéliens considèrent l'Europe comme trop favorable à la cause palestinienne et les Etats-Unis comme seul médiateur acceptable. L'Etat juif a ainsi fraîchement accueilli l'idée européenne d'un déploiement d'une force internationale dans les territoires palestiniens.

PAS DE "DROIT AU RETOUR"

Toutefois, à la suite de l'élection de Barack Obama à la Maison blanche, il y a un mois, Livni avait aussi mis en garde le futur président américain contre la tentation de prendre une initiative "spectaculaire" pour débloquer les pourparlers de paix israélo-palestiniens.

"Nous savons ce que nous faisons, nous sommes des gens responsables. Nous avons besoin de votre aide simplement pour appuyer le processus (de paix) selon les critères et les dispositions que nous avons établis entre nous", avait-elle déclaré le 13 novembre à New York devant des responsables de la communauté juive américaine.

"Nous ne vous demandons pas d'intervenir. S'il vous plaît, c'est une affaire bilatérale. Nous ne voulons pas que vous tentiez de rapprocher nos positions. Ne mettez pas de nouvelles idées sur la table", avait-elle ajouté.

"Je suis déterminée à poursuivre ces négociations", a dit mardi Livni aux parlementaires européens lors d'une audition parfois tendue où elle a été interpellée sur la situation des réfugiés palestiniens et la crise humanitaire à Gaza.

En novembre à New York, le chef de la diplomatie israélienne avait catégoriquement rejeté l'idée d'un "droit au retour" des réfugiés palestiniens chassés de leurs foyers en 1948 lors de la fondation d'Israël.

"D'accord pour parvenir à cette réconciliation historique (avec les Palestiniens) tant qu'on considère que la création d'un Etat palestinien est la réponse à leurs aspirations nationales. Quant à la question des réfugiés qui sont partis en 1948, ce n'est plus un problème israélien", avait-elle souligné.

Ingrid Melander, version française Marc Delteil

[Envoyer](#) [Imprimer](#)